



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 12 AOUT 2024

mettant en demeure la société AMCOR
située 2 rue Frédéric Meyer à Sélestat (67 600)
de respecter des dispositions du code de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 avril 2002 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2008 autorisant la société AMCOR à exploiter ses installations à Sélestat ;
- VU le rapport du 17 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 04 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'article R.181-46-II de code de l'environnement dispose que : « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;

CONSIDÉRANT l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2002 sus-visé décrivant les émissaires de l'installation suivants :

«

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Hauteur de la cheminée</i>	<i>vitesse d'éjection (m/s)</i>
Chaufferie centrale bâtiment D	15,6	8
Chaufferie centrale bâtiment O	17	7,5
Chaufferie bâtiment H7	8	7,5
Chaufferie bâtiment J	10	5
Chaufferie bâtiment L	11,2	5
Chaufferie bâtiment P1	16,5	8
Incinérateur Pflock et Meckelen (bâtiment D1)	13,2	8,7
Incinérateur Babcock Wanson (bâtiment O)	13	5
Installation de récupération de solvants	13,2	9

. » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué (dans un courriel du 22 février 2024) que les émissaires ont été modifiés ; les incinérateurs Pflock & Meckelen et Babcock Wanson, ainsi que l'installation de récupération des solvants ne sont plus en service. Ce qui a été confirmé par la visite d'inspection du 04 juillet 2024 qui a constaté la présence d'un seul incinérateur ;

CONSIDÉRANT que ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance de la préfecture du Bas-Rhin, ce qui constitue une non-conformité à l'article R.181-46-II du code de l'environnement sus-visé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine...* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société AMCOR située au 2 rue Frédéric Meyer à Sélestat (67 600) est mise en demeure **dans un délai de 6 mois** de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

- **L'article R.181-46-II du code de l'environnement disposant que :**
« **Toute autre modification notable** apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation **doit être portée à la connaissance du préfet**, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telcrecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

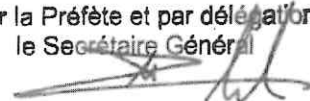
- le sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMCOR par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Sélestat.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

